



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

24 | 2002  
Varia

---

### *Sociétés locales et construction des territoires dans la France contemporaine, de la Révolution aux années 1930, Mémoire pour le diplôme d'Habilitation à diriger des recherches*

sous le tutorat de Jean-Luc Mayaud, Université Lyon 2, 3 volumes, Volume 1, *approches méthodologiques*, 76 f°, Volume 2, *Les notables bressans et leur territoire (XVIIIe-XXe siècles)*, 319 f°, Volume 3, *annexes*, 456 f°, soutenu le 23 juin 2001 devant un jury constitué de Claude-Isabelle BreLOT (présidente), Joseph Goy, Jean-Luc Mayaud, François Portet, Lutz Raphaël, Jacques Rémy et Serge Wolikow.

Annie Bleton-Ruget

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/403>

DOI : 10.4000/rh19.403

ISSN : 1777-5329

#### Éditeur

La Société de 1848

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2002

Pagination : 225-228

ISSN : 1265-1354

#### Référence électronique

Annie Bleton-Ruget, « *Sociétés locales et construction des territoires dans la France contemporaine, de la Révolution aux années 1930*, Mémoire pour le diplôme d'Habilitation à diriger des recherches », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 24 | 2002, mis en ligne le 04 juin 2003, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/403> ; DOI : 10.4000/rh19.403

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

---

# Sociétés locales et construction des territoires dans la France contemporaine, de la Révolution aux années 1930, *Mémoire pour le diplôme d'Habilitation à diriger des recherches*

sous le tutorat de Jean-Luc Mayaud, Université Lyon 2, 3 volumes, Volume 1, *approches méthodologiques*, 76 f°, Volume 2, *Les notables bressans et leur territoire (XVIIIe-XXe siècles)*, 319 f°, Volume 3, *annexes*, 456 f°, soutenu le 23 juin 2001 devant un jury constitué de Claude-Isabelle BreLOT (présidente), Joseph Goy, Jean-Luc Mayaud, François Portet, Lutz Raphaël, Jacques Rémy et Serge Wolikow.

Annie Bleton-Ruget

---

L'ensemble des travaux réunis sous un titre, cent fois remanié, "Sociétés locales et construction des territoires dans la France contemporaine, de la Révolution aux années 1930" trouve sa cohérence dans une série d'interrogations qui n'ont cessé d'accompagner une démarche méthodologique sur laquelle nous voudrions d'abord longuement insister, pour montrer ensuite quelle a pu être son éventuelle productivité. Ces interrogations sont apparues avec un retour à la vie universitaire, à la fin des années 1980, lorsque s'est posée, pour nous, la question de savoir comment faire encore de l'histoire sociale -- nous avions soutenu en 1979 une thèse de troisième cycle consacrée à la Bresse louhannaise et à sa paysannerie à la veille de la Révolution--, ceci quinze ans après, alors que le modèle de la monographie régionale qui avait, notamment en histoire rurale, servi de matrice avait largement perdu de sa crédibilité. Pendant une dizaine d'années, ces interrogations ont été enrichies par la longue collaboration entretenue avec

l'Écomusée de la Bresse bourguignonne. Installé sur une aire géographique proche de celle qui avait fait l'objet de mes recherches, véritable entrepreneur de production d'un territoire, comme en témoigne la nouvelle dénomination qu'il a imposé, cet établissement culturel a été l'occasion d'une rencontre et d'un travail collectif avec les sciences sociales travaillant sur les espaces ruraux contemporains. En 1995, lorsque la première loi d'aménagement du territoire a mis en route la politique des pays, le territoire considéré a fait l'objet d'une expérimentation d'un "pays de Bresse". La confrontation avec l'histoire très contemporaine de ce dernier offrait l'occasion inespérée d'une réflexion sur la part de l'histoire dans ce qui se jouait alors et sur l'intérêt d'une lecture spécifiquement historique des choses dans le concert des sciences sociales.

La recherche d'outils permettant de croiser les réflexions sur les nouveaux modèles historiographiques à appliquer à l'histoire sociale et les enseignements d'une expérience de terrain nous a conduit à une relecture de la "localité" à la lumière des travaux que différentes sciences sociales avait pu lui consacrer depuis le retournement des années 1970-1980. Ce moment où l'on commence à chercher dans le "local" les solutions à la crise économique, où la décentralisation et les interrogations sur l'identité nationale conduisent à un réexamen des modalités d'articulation des références local/national. Les interrogations sur la part des acteurs sociaux dans la production de l'espace, les réflexions sur le rapport à l'espace comme facteur structurant des groupes sociaux, les constats sur les usages de la référence territoriale et la démonstration de la part du politique dans la production de sens ont dès lors accompagné une tentative de déconstruction du "local" ancien, celui qui a été le produit de la construction de l'État et du territoire national, depuis les années qui ont précédé la Révolution jusque dans les années 1930, qui marquent le grand moment d'interrogation sur la validité des formes en place.

Cette relecture, nous l'avons expérimentée de manière approfondie autour d'un exemple et d'un espace, la Bresse "louhannaise", déjà rencontrée précédemment comme un cadre pré-constitué, mais désormais considérée comme un territoire historiquement construit, dès lors qu'émerge en 1863, en pleine bataille ferroviaire, cette nouvelle dénomination. Comme pour les vidaliens du début du XX<sup>e</sup> siècle, mais sans tirer les mêmes leçons qu'eux, le nom de pays a été pour nous l'indice d'une réalité historique à prendre en compte. Si les travaux sur la sociologie des acteurs, la production des territoires ou encore la question de la construction des identités pouvaient accompagner une démarche historique, la spécificité de cette dernière imposait de se confronter au présent des sociétés considérées et de se donner les moyens d'atteindre ce qui nous préoccupait : les traces de leur rapport à l'espace. Ces impératifs nous ont conduit, là encore, à une réflexion méthodologique sur les sources et sur les modalités d'écriture.

Concernant les sources, le point de vue adopté du rôle des acteurs sociaux dans la construction de l'espace local conduisait inévitablement à rencontrer ceux que leurs position et activité sociales avaient conduit à laisser les traces les plus visibles et surtout les plus officiellement répertoriées. De petits notables locaux, dont l'instrument de leur saisie a été la reconstitution de généalogies familiales croisant des traits sociaux, des fonctions officielles et des implantations locales, généalogies établies pour certaines depuis le XVII<sup>e</sup> siècle jusque dans les années 1930. Nous voudrions ici souligner, concernant la relecture de certaines sources sous le filtre d'une telle perspective, l'apport d'une triple démarche : le croisement des traces relevant du rapport privé et du rapport public à l'espace, l'attention portée aux traces de la pratique administrative, enfin

l'efficacité du rapprochement de textes produits à des dates différentes mais se rapportant, dans les mêmes lieux, au même objet.

Concernant le croisement des traces privées et publiques du rapport à l'espace, nous avons concentré notre attention sur celles qui ont été produites par les groupes les plus actifs dans la production du territoire, en tentant de reconstituer la cohérence de ce qui pouvait circuler au croisement des traces émanant d'activités privées et de responsabilités publiques, dès lors que les unes et les autres mettaient en jeu des rapports à l'espace, aires matrimoniales, achats fonciers, clientèles, fonctions politico-administratives.

Concernant l'écriture du propos, nous avons résolument écarté la posture de l'après-coup, porteuse d'une vision linéaire et téléologique de l'histoire. Nous nous sommes installée dans le temps de l'émergence de la dénomination pour tenter d'en saisir les raisons et les significations. Ce que nous avons pu déchiffrer dans ce moment de revendication d'une identité territoriale nous a conduit à remonter le temps pour comprendre l'histoire d'un territoire dont la représentation se trouvait ainsi mobilisée, mais aussi à en poursuivre l'étude pour mesurer les raisons de sa construction, continuée jusqu'au moment de son effritement.

Au terme d'une étude singulière, nous pensons que l'on peut tirer un certain nombre d'enseignements généraux pour ce qui concerne la connaissance des espaces ruraux, mais plus largement les identités territoriales et ainsi échapper aux visions essentialistes qui les guettent de manière conjointe. À travers la déconstruction de la Bresse "louhannaise", il est possible de montrer que les espaces ruraux sont des espaces socialement, politiquement et idéologiquement construits. L'examen a été fait du point de vue des groupes qui ont été moteurs ; il reste à faire en regardant la paysannerie. C'est l'aspect qui n'a pas été dans ce travail explicitement pris en compte, mais qui mériterait d'être travaillé pour lui-même. Socialement construit l'espace sur lequel le travail porte l'est par les investissements multiples qu'y font à la fois : une bourgeoisie urbaine, celle du petit centre, Louhans promu chef-lieu d'arrondissement et maintenu dans ce statut jusqu'à la réforme Poincaré de 1927, du moins pour les familles qui font le choix d'une reproduction sociale locale ; une bourgeoisie de bourgeois ruraux implantés dans les chefs-lieux de canton et les bourgs-centre et dont l'existence sociale locale se prolonge pendant toute la durée de la période concernée. C'est dans la concurrence, et parfois dans l'accord obligé, que se construisent les assises sociales d'un territoire assurant en retour l'existence des groupes.

Politiquement construit : il convient de souligner l'importance du maillage politico-administratif dans la structuration des espaces ruraux, le rôle des découpages révolutionnaires et de l'implantation des institutions d'État. L'importance encore de la mise en œuvre des rouages de la démocratie représentative et de ses formes de structuration de l'espace rural, notamment à l'échelon communal à partir de la Troisième République.

Idéologiquement construit : l'examen montre les modalités d'incorporation des représentations savantes et leur importance dans la structuration des représentations des espaces ruraux. Qu'il s'agisse de celles qui relèvent de sciences de l'État, ou des productions savantes émanant de sciences sociales en formation : la région naturelle et l'ethnographie folkloriste.

Au-delà de l'exemple précis de la Bresse "louhannaise", ces interrogations sur des modalités de construction de la "localité" et sur l'articulation du "local" à une histoire nationale sont le fait de préoccupations constantes, comme en témoigne un certain

nombre d'articles rassemblés autour de la question de l'intégration nationale de la paysannerie. Ces enseignements, tels que l'on peut les tirer, montrent la nécessité de compléter et d'aller plus avant dans ces aspects restés en partie seulement explorés concernant les espaces ruraux : aller plus loin dans l'examen des modalités d'intégration de la paysannerie et dans la part de l'instance communale, sans négliger la possibilité de prolongements, que ce soit les espaces ruraux et la vision essentialiste des identités territoriales ou l'expérimentation sur un autre objet d'étude, tel la question des AOC.

---

## INDEX

**Mots-clés** : Histoire rurale, Territoire, Identité, Histoire sociale